

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Interventions au congrès du Mans

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : lundi 28 novembre 2005

Démocratie & Socialisme

Intervention de Gérard Filoche

Samedi 19 nov. 13 h 30 au Congrès du Mans

Vers 12 h 40, il restait quatre inscrits, et le repas devait commencer à 13 h.

Mais il a été décidé de faire parler Pierre Moscovici, (15') puis Tomaso Prodi (30') juste avant l'intervention des quatre derniers inscrits, dont Gérard Filoche faisait partie.

Me voilà amené à parler juste après Romano Prodi et juste avant le repas. De ce fait, devant une salle presque vide, telles que les choses ont été arrangées. J'ai essayé de plaider pour qu'il en soit autrement, mais on me dit que ce n'est pas possible, je parlerai donc à vous qui êtes ici comme si la salle était pleine.

Je voudrais dire que nous devrions faire en France ce qui a été fait en Italie, des états généraux, des débats ouverts, à la base et au sommet, dans toute la gauche, pour que la gauche s'unisse, se transforme et se mette en situation de battre à coup sûr la droite.

Il faudrait aussi des « primaires » en France de façon à être certains d'avoir un candidat commun au second tour, capable de représenter toute la gauche et en position de gagner, de ne pas être éliminé dès le premier tour. Et pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que nous sortions de notre congrès avec des positions claires sur toutes les questions de la transformation sociale. J'entends qu'on nous parle surtout de « synthèse » : il ne faudrait pas que cela serve à avorter la clarification dont nous avons tant besoin. Les résultats des votes des militants ne mettent pas en cause l'unité du parti, nous sommes ici rassemblés, et nous le serons sans problème contre la droite. Il y a une majorité, c'est à elle de tirer les leçons de nos votes internes et de clarifier sur les questions en suspens tant attendues par les Français :

- ▶ par exemple la question des licenciements, Hewlett-Packard : c'est un cas extraordinaire car c'est une entreprise qui marche, c'est une entreprise qui fait des profits énormes, c'est une entreprise qui est de pointe, avec des salariés hyper-formés, et ce n'est pas le droit du travail qui freine, hélas, ils ne sont pas aux 35 h, mais au forfait jour, plus proches de 45, 45 voire 50 h par semaine que des 35 h légales ! D'ordinaire le chantage à l'emploi, on nous le fait avec des délocalisations quand les entreprises sont en difficulté économique, perdent de l'argent, ne sont pas compétitives, avec du personnel pas assez formé ou qualifié, mais à Hewlett-Packard, rien de tout ça et ils licencient quand même 1240 personnes, seulement pour augmenter leurs profits boursiers.

Ne peut-on les empêcher ? Le veut-on ? Comment ? C'est cela qu'attendent les Français de nous, concrètement, de notre congrès... Hélas, la motion 1 ne contient pas le mot licenciement ! Seule la motion 5 proposait que la puissance publique se donne les moyens juridiques d'empêcher les licenciements boursiers abusifs, un contrôle sur les licenciements qui était dans le programme de Lionel Jospin, en 1997, que nous n'avons fait, et qui nous a coûté cher lorsque face aux licenciements de Faurécia, de Michelin, de Danone, de Lu, nous avons dit « l'état ne peut pas tout »... J'ai encore entendu à cette tribune, hier, Jean-Marc Ayrault, dire « l'état ne peut pas tout », mais ce que les français veulent entendre, de notre congrès, c'est qu'avec nous, « l'état pourra beaucoup », que nous agirons vraiment pour soumettre la jungle du marché aux lois de la République...

- ▶ pareil pour les 35 h : nous les avons faites mais tardivement, avec trop de flexibilité, trop de contre-parties pour les actionnaires et employeurs si bien qu'il n'y a eu que 350 à 400 000 emplois créés, nous aurions pu faire mieux en les encadrant précisément (baisse de la durée maxima, définition du temps de travail effectif) sans perte de salaire,

et avec embauches correspondantes. Mais là, dans ce congrès, il n'est proposé, dans la motion 1, qu'une « négociation interprofessionnelle » pour réduire le temps de travail : je vous le dis, elle n'aura jamais lieu, le Medef ne veut pas réduire mais allonger le temps de travail, nous faire revenir au 19^e siècle ! C'est par la loi que Fillon a contourné les 35 h légales, c'est par une autre loi que nous pourrions restaurer un ordre public social, une réduction du temps de travail, supprimer les forfaits jours (funeste idée que nous avons eue) qui ont été étendus à tous depuis le 13 juillet 2005... S'il n'y a pas volonté de faire une loi et que nous faisons synthèse, quelle valeur cela aura ? quel désenchantement promis pour les salariés français !

▶ De même pour la retraite : la motion 1 ne propose pas d'abroger la loi Fillon - nous étions unanimes pour l'abroger à Dijon ! - et si on ne propose pas de défendre, restaurer la retraite à 60 ans à taux plein comme nous l'avions unanimement promis, croyez vous qu'une synthèse ici va sérieusement mobiliser la gauche et les français ? Oui à l'unité des socialistes, oui à l'unité de la gauche, mais unité pour la retraite à 60 ans, pour de vraies 35 h, pour empêcher les licenciements boursiers abusifs.. et pour une 6^e République, et pour une Europe sociale, et pour un Smic unique européen, etc.. !

Et si nous étions, si vous étiez, si nous sommes pour des « primaires » à gauche, j'aime mieux vous le dire, il faudra être clair sur ces questions... car allez dans des « primaires », ils ne retiendront pas si nous avons fait synthèse ou non, il voudront surtout savoir si nous y défendons la retraite à 60 ans, une nouvelle loi sur les 35 h, le code du travail et le contrôle des licenciements, et si nous le faisons pas, vous verrez comment notre candidat sera accueilli...

Pour que notre candidat socialiste soit en tête quel qu'il soit, il faut qu'il défende le programme qu'attendent la majorité des Français de gauche, vous savez, ils sont lucides, exigeants, ils ne se laissent pas embobiner par les médias, ils l'ont montré le 29 mai dernier, et pour gagner, il ne faut pas les mener en bateau, il faut répondre à leurs impatiences, à leurs attentes...

Voilà ce que je voulais dire et aurait dit à tous les délégués, à tous les militants si cette salle avait été pleine et l'horaire avait été dignement respecté... Merci à vous qui êtes restés...

Gérard Filoche

Pierre Timsit

Camarades,

Je voudrais aborder la question des banlieues, celle de la crise sociale qui s'étale au grand jour, celle de notre orientation contre ce gouvernement de chômage, de misère et de répression.

Je suis secrétaire de la section du Mirail de notre Parti. J'y ai été instituteur de la République plusieurs années et y milite depuis 22 ans.

Nos quartiers brûlent.

Les raisons nous les connaissons tous.

Quand je dis nos quartiers c'est que nous entendons trop souvent, ici ou là, dans le Parti des cdes qui parlent d'eux,

Interventions au congrès du Mans

eux les jeunes, eux les immigrés, eux les travailleurs. Nous ne sommes pas extérieurs aux jeunes aux immigrés, aux travailleurs, nous en sommes partie prenante, même si ces dernières années le parti et ses dirigeants se sont éloignés d'eux, se sont donc éloignés de nous.

Chez nous, donc, 50 % des jeunes sont au chômage, qu'ils soient diplômés ou non. Chez nous, au nom du Grand Projet de Ville on détruit des immeubles avant de construire les HLM promis.

Chez nous les poubelles servent de combustible dans les émeutes. Elles traînent le soir dans la rue devant les commerces. Au centre ville, Mme De Veyrinas, qui se prétend l'élue de ces quartiers où elle obtient péniblement 20 % des voix, cette dame, donc, 1ère adjointe de Baudis, puis de Douste Blazy, puis de Moudenc, bref la Mairie de Toulouse au centre ville les fait enlever chaque soir pour pouvoir se promener en toute quiétude pendant que nous nous restons dans notre fange.

Chez nous, c'était la ZUP, c'est la ZEP, c'est la Zone franche, c'est-à-dire la zone où d'autres lois que celles la République s'appliquent. Bref, chez nous c'est la Zone.

Grâce à la zone franche, chez nous les patrons ne paient plus les cotisations sociales, mais n'emploient pas pour autant ces 50 % de chômeurs. Grâce au GPV version Mairie de Toulouse, on libère des terrains pour permettre aux promoteurs de s'en emparer et d'envisager de juteux bénéfices. La ville de Toulouse, elle, refuse de construire les HLM nécessaires avant les démolitions

Chez nous on parque la misère, l'injustice, on discrimine les habitants, les jeunes, les femmes.

Discrimination à l'embauche, discrimination au logement, discrimination dans les restaurants, discriminations devant les boîtes de nuit. Discrimination par la police, la justice, contrôle au faciès.

"Cachez- moi cette racaille dans des ghettos loin des centres villes ! "

Alors chez nous, dans toutes les cités du pays, ça brûle et pas depuis 18 jours. Ça brûle tous les soirs plus ou moins fort et loin de la presse.

" Tout ça mon bon monsieur, c'est parce que les arabes ne sont pas comme nous. Nous avons essayé de les civiliser en Algérie avec notre gégène et nos lois d'exceptions avec la loi sur l'état d'urgence.

Voyez vous ces arabes, ils sont un peu Kanakes, il n'y a que la loi d'urgence qui peut les ramener au calme. Et si ça continue, on leur enverra l'armée ! " Alors voilà camarades. En plus de préparer notre Congrès, nous les socialistes de banlieue, nous les socialistes du Mirail, nous allons comme à notre habitude d'ailleurs, sur le terrain, dialoguer et agir.

Nous, nous nous battons pour la paix civile, pas pour la paix sociale.

Nicolas Sarkozy, lui, et tout son gouvernement mettent le feu à nos quartiers, à coup de coupes franches dans les budgets des associations, à coup de suppression des postes d'enseignants, à coup de suppression des emplois jeunes et de la police de proximité.

Le bourgeois de Neuilly, Nicolas de son prénom, le petit Nicolas, fils d'immigrés hongrois, Mr de Villepin de

Galuzeau, ce galopin de Vélizy, je crois, et le truand qui siège à l'Élysée ne peuvent pas ramener la paix civile.

Ils mènent une guerre de classe en cassant tous nos acquis sociaux (Sécu, Retraites, Droit du Travail...) avec des lois que nous serons bien obligés d'abroger si nous voulons avancer vers l'Égalité et la Justice Sociale.

Karcher, matraques, grenades explosives sans oublier l'hélicoptère qui tourne au-dessus de nos quartiers. M Sarkozy est un rambo aux petits pieds.

Certains chez nous disent que la racaille est à l'Élysée et à Neuilly.

Vous savez la racaille : ceux qui sucent le sang de l'ouvrier, les actionnaires qui touchent 16 % par an. " L'oisif ira loger ailleurs " disait notre chanson (L'internationale d'Eugène Pottier). L'oisif est allé habiter à Neuilly, dans le XVI^{ème} arrondissement Et puis ils ont trouvé une solution : l'état d'Urgence

Algérie en 56, Kanaky en 84 et maintenant les Bantoustans que sont nos quartiers où les lois de la République ne doivent plus s'appliquer.

Je voudrais profiter de cet instant pour m'adresser à toute la direction du parti, à ses élus et responsables et leur dire en face : Des militants socialistes sur le terrain, des élu(e)s socialistes dans ces quartiers ont pris vos déclarations, votre position sur l'Etat d'Urgence les premiers temps comme un coup de poignard dans le dos.

Comment des socialistes pourraient penser une seconde que les incendiaires Sarkozy et autres Chirac pouvaient rétablir l'ordre républicain ? Ils défendent l'ordre des actionnaires, des rentiers, le désordre économique du MEDEF

Comment accepter que l'état d'urgence puisse régner sur une partie du territoire. et comme par hasard sur les ghettos qu'ils nous ont construits et où ils nous ont parqué. Il est fini le temps des colonies, là-bas et ici.

Nous exigeons le respect.

Liberté Egalité Fraternité : La Liberté de nous réunir de nous déplacer, pas le couvre feu. L'Egalité : Egalité de traitement, pas les discriminations. Fraternité : Pas les Flash Ball des policiers ni les insultes de Sarkozy et De Villiers Liberté Egalité Fraternité : C'est la devise de la République. C'est ce que réclament ces jeunes, en se trompant de méthode et de cible.

Vos déclarations du début " Nous ne nous y opposons pas, nous restons vigilants, pas de dérapage...", sont inaudibles dans nos quartiers.

Voici bientôt 70 ans, en 1936 Marceau Pivert, instituteur, dirigeant du Parti Socialiste de Blum et fondateur du courant " Gauche Révolutionnaire qui venait de remporter 25 % du vote des militants disait : " Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse : tout un peuple est désormais en marche, d'un pas assuré, vers un magnifique destin... tout est possible aux audacieux... Notre Parti, disait-il a une immense responsabilité : " Qu'il marche ! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Et aucun obstacle ne lui résistera ! "

Il continuait devant le Congrès de notre Parti : " Les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine ; elles ne s'embarrassent pas de considérations doctrinales compliquées, mais d'un instinct sûr, elles appellent les solutions les plus substantielles, elles attendent beaucoup ; elles ne se contenteront pas d'une modeste tisane de guimauve

portée à pas feutrés au chevet de la mère malade... Au contraire, les opérations chirurgicales les plus risquées entraîneront son consentement ; car elles savent que le monde capitaliste agonise et qu'il faut construire un monde nouveau si l'on veut en finir avec la crise, le fascisme et la guerre.

Marceau poursuivait, il y a 69 ans : " Des camarades tremblent à l'idée que, devant le congrès national du Parti, un sectarisme de mauvais aloi contrarie tout effort de synthèse loyale. Mais la synthèse est facile, si l'on veut bien se placer dans le cadre des préoccupations fondamentales des masses qui animent le mouvement du Front populaire. Tout est possible, là aussi. Il suffit de traduire en décision la volonté du peuple ; il suffit de donner un mandat précis à nos délégués au gouvernement. Abrogation des décrets-lois ; dissolution des ligues fascistes et arrestation de leurs chefs ; amnistie ; contrats collectifs ; vacances payées, "

69 ans plus tard, Notre Congrès doit le comprendre : La synthèse est possible mais à certaines conditions : Abrogations des lois de la droite, SMIC Européen, VIème République...

Certes nous ne sommes pas en 36.

Nous ne sommes pas face à une grève générale, mais plutôt en face d'une Jacquerie, à l'époque où les paysans de nos campagnes brûlaient les châteaux. Cela dit la situation cet automne à Marseille et dans de nombreuses entreprises doivent nous tenir en éveil car les salariés se mettent en marche.

Cette loi d'urgence, c'est une déclaration de guerre, une mise hors la loi, hors de la République des populations de ces quartiers, de la racaille comme "il " dit.

Alors camarades congressistes, amis socialistes, que vous soyez éléphants, crocodiles ou fourmis rouges, que nous soyons Motion 1, Motion 2 ou Motion 5, nous sommes tous réunis ici dans notre Congrès. Tous et chacun, toutes et chacune, nous devons nous y résoudre. Les socialistes, tous les socialistes, ne doivent avoir qu'une attitude : " Opposition frontale au Gouvernement " En tout temps et en tout lieu. Sur le terrain ou à l'Assemblée, à l'Assemblée ou sur le terrain.

Aucun d'entre nous ne peut et ne doit donner l'impression de pactiser avec le diable. C'est le seul chemin de la reconquête de notre électorat.

C'est l'urgence sociale qui frappe à notre porte, une explosion sociale est en cours, il ne s'agit pas de l'ignorer, mais de la comprendre comme un 21 avril ou un 29 mai

Ni rire ni pleurer, comprendre, disait l'autre.

Ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant. Ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant.

Ceux d'en haut ne pourront plus gouverner comme avant, camarades, si nous le décidons tous ensemble dans notre congrès.

Que Sarkozy mette fin à ses provocations et s'en aille, Que son gouvernement en fasse autant et le Président aussi.

C'est le seul message des socialistes qui soit à la hauteur de la crise : Dehors les incendiaires, Paix Civile :

Abrogeons ce gouvernement.

Abrogeons ce gouvernement, ses lois, sa politique le plus vite possible

Restaurons la République, pas celle des coquins et des margoulin Une République Sociale, chère au Grand Jaurès Une République Laïque, y compris en Alsace Moselle Une République Démocratique, Parlementaire comme celle de 1793, Une République qui rompt avec le MEDEF, le FMI, l'OMC, la Commission de Bruxelles, qui rompt avec tous ces clergés du libéralisme moderne.

En un mot, la VI ème République, Démocratique Laïque et Sociale

Pierre Timsit, instituteur, secrétaire de section de la section Toulouse XII, délégué Motion 5, membre du Comité de Rédaction de la Revue " Démocratie & Socialisme "

Marc Dolez

Nous serons à la hauteur de la situation historique dans laquelle nous sommes et nous pourrons faire en sorte qu'à nouveau le Parti socialiste porte l'espérance pour que vive le socialisme et que vive la gauche. Mes chers camarades, il ne suffira évidemment pas de ce congrès pour retrouver la confiance des Français tant leur scepticisme est grand à notre égard. Mais ce congrès du Mans peut être utile et, pour que ce congrès soit utile, je le dis comme je le pense, nous n'avons pas besoin d'une synthèse d'appareil qui serait source de confusion politique, mais nous avons besoin d'adresser un message fort à l'ensemble des Français, et en particulier au peuple de gauche qui s'est clairement et massivement exprimé le 29 mai dernier. Un message qui montre que nous avons commencé, nous les socialistes, à tirer les leçons du 21 avril 2002 et du 29 mai 2005, et que nous commençons à tirer les leçons pour offrir une perspective politique au mouvement social.

Le message qui devrait sortir de ce congrès du Mans tient me semble-t-il en trois points : d'abord, les socialistes sont résolument opposés à la politique de casse et de démolition sociale de la droite au pouvoir et, une fois revenus aux responsabilités, ils abrogeront toutes ces lois anti sociales et ces lois scélérates parce que, ne pas le dire aujourd'hui reviendrait à laisser croire que nous pourrions nous accommoder des ces lois. Nous avons payé très cher en 1995 le fait de ne pas abroger les décrets Balladur de 1993 sur les retraites.

Les socialistes réunis au Mans réaffirment leur opposition résolue à l'état d'urgence. Ce n'est pas d'un état d'urgence dont nous avons besoin mais de mesures d'urgence sociale et démocratique pour répondre aux questions posées et à la grave crise sociale que connaît aujourd'hui le pays. Et ce que nous voulons dire très clairement aujourd'hui, c'est que bien entendu, par rapport à l'ensemble des questions qui sont posées, c'est la République qui est à l'ordre du jour, une République sociale, généreuse, solidaire et nous sommes opposés résolument au discours communautariste de ce ministre de l'Intérieur dont, je le dis, nous aurions dû demander la démission compte tenu de ses propos démagogiques, populistes, provocateurs.

Oui, nous réaffirmons l'urgence de la République, de la République sociale et nous demandons des mesures qui rompent avec la logique libérale pour assurer à chacun le droit au logement, le droit à l'emploi, le droit à la sécurité, le droit à l'éducation. C'est le premier message, notre position est résolue.

Notre second message, notre second point, c'est que les socialistes doivent être porteurs d'un projet et d'une stratégie qui permette de rassembler toute la gauche parce que, si à gauche, rien n'est possible sans le Parti

socialiste, rien n'est possible non plus sans le rassemblement de l'ensemble des forces de gauche.

Et à cet égard la première des choses serait, plus que nous le faisons aujourd'hui, d'être aux côtés des salariés, de leurs organisations syndicales et de l'ensemble des forces de gauche qui, comme cet après-midi, défilèrent à Paris pour la défense du service public. Oui, nous devons être aux côtés des salariés et de leurs organisations pour nous battre contre la privatisation d'EDF. Nous devons être aussi aux côtés des salariés et des associations qui se battent pour la défense de leur emploi, des conditions de travail.

Ce congrès pourrait mandater la direction. Nous devrions être le 10 décembre prochain aux côtés de l'ensemble des associations laïques de ce pays, un siècle après la loi de séparation de l'Église et de l'État pour réaffirmer l'importance de la laïcité.

Et puis notre troisième message, probablement le plus fort, celui qui serait le plus rapidement compris par nos concitoyens, c'est celui du changement de notre fonctionnement et de nos pratiques politiques pour montrer que dans le Parti socialiste nous faisons en sorte que les militants puissent se réapproprier leur Parti et en faire une démocratie qui soit bien vivante. La rénovation du Parti, nous l'avions dit avec fermeté à Dijon, est à l'ordre du jour. Je constate qu'aujourd'hui beaucoup parlent de la rénovation du Parti, c'est bien, mais ce qui est encore mieux, c'est de la faire ! Parce qu'une organisation comme la nôtre ne peut pas s'appliquer à elle-même ce qu'elle propose pour l'ensemble de la vie politique.

Alors moi, en lisant les motions, je suis tenté de dire : chiche !

On est pour le mandat unique des parlementaires, chiche ? Nous pouvons l'appliquer aux socialistes sans qu'il y ait besoin d'une loi pour cela. Nous sommes pour la parité, chiche ! Eh bien, à partir des élections prochaines, nous allons désigner nos candidats aux élections législatives au printemps prochain, partout, dans toutes les fédérations, nous devons strictement appliquer cette parité. Nous voulons limiter le cumul des mandats, des responsabilités et des fonctions à l'intérieur du Parti, commençons par le faire à l'intérieur du Parti. Cumul des mandats, cumul des fonctions et aussi bien entendu le cumul dans le temps.

Oui, mes chers camarades, sans qu'il soit nécessaire de rechercher à tout prix une synthèse artificielle, nous pouvons réussir notre congrès du Mans si nous adressons au peuple français, au peuple de gauche, ce triple message en n'oubliant jamais que celles et ceux qui croient en la gauche, qui nous font confiance pour améliorer leur vie quotidienne et leur sort, attendent du Parti socialiste et de la gauche que nous soyons vraiment nous-mêmes, que la gauche soit vraiment la gauche autour de ces valeurs, autour des valeurs qui nous ont rassemblés en 1905, de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité, de solidarité, ces valeurs auxquelles nous devons être fidèles.

Et il me semble que pour les semaines et mois qui viennent notre feuille de route tient entre ces deux formules qu'aimait à rappeler François Mitterrand, celui qui nous a ouvert la voie car c'est bien d'un nouvel Épinay dont nous avons besoin aujourd'hui, François Mitterrand disait : « On est socialiste lorsqu'on a la capacité de se révolter à chaque fois qu'il y a une injustice. » Et il disait que dans les épreuves et dans les difficultés, c'est sur les fondamentaux du socialisme qu'il faut savoir tenir bon. Si nous sommes fidèles à cette feuille de route, oui, mes chers camarades, nous répondrons à l'espérance née le 29 mai dernier. Nous serons à la hauteur de la situation historique dans laquelle nous sommes et nous pourrons faire en sorte qu'à nouveau le Parti socialiste porte l'espérance pour que vive le socialisme et que vive la gauche.